

## DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL du mardi 8 novembre 2022

Madame La Présidente,

Avant d'aborder le contenu de ce Comité Technique Local, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** ne peut s'extraire du contexte économique et social : inflation, flambée des prix de l'énergie, question salariale prégnante dans tous les secteurs d'activité et notamment dans la Fonction Publique... Partout, pour toutes et tous, les méninges s'agitent pour savoir comment faire face et résister à ce contexte inflationniste inédit. Il est évident que le sujet du pouvoir d'achat est une urgence sociale absolue !

Or, les mesures chèque énergie pour 2022 et le plafonnement de l'augmentation à 15 % des tarifs de l'énergie pour 2023 ne répondent pas de façon pérenne aux difficultés des salariés et des retraités. Les revendications des personnels, notamment exprimées lors des journées de grève et de manifestations du 29 septembre et du 18 octobre, ne peuvent rester sans réponse de la part des autorités politiques. La revalorisation significative du SMIC, de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires et du régime indemnitaire pour la sphère DGFIP sont plus que jamais des revendications légitimes et elles doivent être entendues !

Par ailleurs, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** ne peut passer sous silence le Projet de loi de Finances 2023 présenté le 26 septembre dernier. En effet, pour 2023, la suppression de 850 emplois à la DGFIP est loin d'être une bonne nouvelle. Si la communication officielle valorise un volume de suppressions d'emplois moindre que ceux actés dans les PLF précédents, y voyant un fait marquant et innovant du pilotage actuel de la DGFIP, dans les faits la réalité est moins édulcorée. Soyons clairs avec les personnels : c'est une nouvelle vague de suppressions d'emplois qui submerge encore une fois nos services, imposant une énième baisse des moyens donnés aux agents. De plus, si l'administration se félicite d'une inflexion positive avec une valorisation des crédits informatiques, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** reste plus que jamais déterminé pour que les agents de la DGFIP soient enfin reconnus à leur juste valeur et obtiennent la juste rémunération au regard de leur engagement non défaillant depuis des années !

Concernant la restitution et la synthèse du « grand remue-méninges » initié par le DG au printemps, plusieurs observations s'imposent. Nous restons persuadés que la méthode retenue n'était pas la bonne. Nous ne reviendrons pas non plus sur cette pseudo-consultation, que nous avons condamné de façon unitaire. S'agissant des axes retenus et présentés, le DG précise en préambule qu'à compter de 2023 un cycle de réformes doit s'engager pour une modernisation de l'exercice des missions de la DGFIP... Or, à la lecture des documents, il semble qu'un certain nombre d'expressions plaident en faveur d'une pause. Au regard de nos remontées de terrain, campagne d'HMI du 21 septembre au 11 octobre, **Solidaires Finances Publiques Aveyron** affirme que cette pause est largement attendue par les personnels, confortant ainsi ce que nous portons depuis un certain nombre d'années. Il est donc temps de faire un bilan contradictoire des réformes engagées et notamment du NRP !

Un point sur la sobriété énergétique : il nous faut du concret, pas de slogans. Le 25 juillet 2022, une circulaire de la première ministre a posé l'exemplarité des administrations en matière de sobriété énergétique. À ce jour, la DGFIP n'a toujours pas posé son dispositif national spécifique attendant les résultats de la négociation interministérielles avec les organisations syndicales. Mais sans attendre, certaines directions locales se sont d'ores et déjà précipitées pour communiquer sur ce sujet. 19°C principe de réalité ou de ressenti ? En matière de chauffage, il est demandé à ce qu'il ne soit déclenché que lorsque la température des locaux descend en dessous de 19°C. Or, la norme AFNOR X 35-203 définit une température de confort de travail dans les bureaux entre 20°C et 22°C. Ainsi cet objectif des 19°C implique de fait une dégradation du confort thermique de travail donc une dégradation des conditions de travail !

Nous sommes donc bien confrontés à un choix arbitraire sur les 19°C qui ne tient pas compte de la réalité des environnements de travail et qui de fait va poser de nombreuses difficultés. En effet, 19°C dans un bâtiment mal isolé, très ventilé, avec une forte hygrométrie ne sont pas ressentis de la même manière, sans parler des contraintes liées à la vétusté de certains bâtiments publics dans lesquels une chauffe homogène est impossible. Pour **Solidaires Finances Publiques Aveyron**, ce point nécessite une véritable concertation locale avec une prise en compte des conditions de travail des personnels et des conséquences sur ces dernières.

En conclusion, nos visites auprès des agents du département ont été organisées régulièrement, pour écouter et relayer leurs questionnements et leurs inquiétudes. Depuis la rentrée, les militantes et militants de **Solidaires Finances Publiques Aveyron** ont de nouveau visité tous les services et sites percutés par la réforme NRP. Nous porterons aujourd'hui solennellement la voix des collègues par nos interventions dans cette instance.

C'est en ce sens que **Solidaires Finances Publiques Aveyron** porte une alerte solennelle pour une DGFIP renforcée, reconnue et réhumanisée, au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale !